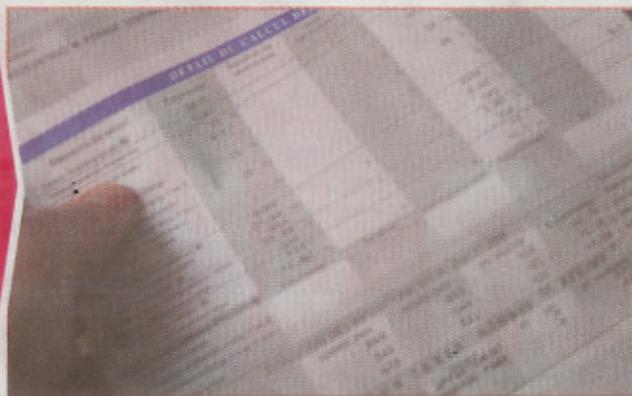


Hausse annoncée des impôts locaux

Une feuille d'imposition à la taxe d'habitation. La part départementale augmentera en 2006 d'environ 15 %, soit une vingtaine d'euros par foyer fiscal. Le Conseil général invoque le coût de la décentralisation. L'opposition, la mauvaise gestion des socialistes.



Un bon "tiens" vaut mieux que deux "tu aurais pu l'avoir". C'est en quelque sorte la philosophie qui a inspiré la politique du Conseil général depuis ces deux dernières années en matière de fiscalité. Sachant la hausse des impôts locaux inéluctable, le Département a préféré reculer au maximum cette douloureuse option. Mais aujourd'hui, plus question de retarder l'échéance : le recours au levier fiscal sera inscrit à l'ordre du jour du budget 2006. Dans l'Essonne, 600 000 foyers fiscaux sont concernés. Tout le monde y passera : ménages et entreprises. Le vice-président chargé des finances, Francis Chouat (Ps), a fait et refait ses comptes. Selon lui, il manque 60 millions d'euros dans le budget départemental, imputé à des retards de remboursements que l'Etat aurait dû effectuer sur des postes transférés dans le cadre de la décentralisation. Le RMI : 35 millions depuis trois ans.

Les routes nationales : 700 000 euros par an, à compter du 1^{er} janvier 2006. Les personnels techniciens, ouvriers et de service des collèges (Tos) : 1,93 million d'euros en 2007. Plus les dépenses imposées par les nouvelles lois. Exemple : le Service départemental d'incendie et de secours. En trois ans, le budget des pompiers a flambé : + 23,5 millions d'euros. Jusque-là, le Département a supporté ces charges en puisant dans ses réserves et en faisant appel à l'emprunt. Cette fois, « ce n'est plus tenable en 2006, souligne le rapport d'orientation budgétaire. Le gouvernement doit nous rembourser ce qu'il nous a imputé en 2006, soit près de 60 millions d'euros. » En attendant un hypothétique geste de l'Etat, le Conseil général a passé au peigne fin ses dépenses. En supprimant d'un trait de plume certains postes budgétaires,

comme les Effervessonnés, des aides à la formation professionnelle, à la conduite accompagnée (dispositif carte Jeunes) ou d'autres dépenses de communication, il est parvenu à économiser

« 20 millions d'euros ». Sans toucher au cœur de ses politiques publiques : l'aide sociale. Entre moins de prestations et plus d'impôts, l'équipe Berson n'hésite pas : « Pas question de réduire notre exigence de qualité du service public départemental. » Ce sera donc plus d'impôts. Le compte à rebours est lancé. D'ici le 20 mars, date du vote du budget 2006, le Conseil général devra trouver les moyens de combler, même partiellement, ces 60 millions manquants. Une campagne nationale de protestation des collectivités territoriales de gauche va être lancée. Objectif : contraindre l'Etat à mettre la

main à la poche. En fonction de l'efficacité de cette action, les départements ajusteront *in fine* leurs budgets 2006. Et ce n'est qu'au terme de ce suspense politico-comptable que l'on connaîtra précisément le montant de l'augmentation des impôts locaux. Selon Francis Chouat, celle-ci pourrait atteindre 15 %. Soit, « au pire », une hausse non négligeable d'une vingtaine d'euros par foyer fiscal... pour la seule part départementale. Les communes et la Région, qui perçoivent également les impôts locaux, pourraient être également tentés de suivre le mouvement.

■ Stéphane Piraud

En +

« ON AURAIT PU SE PASSER DE CETTE HAUSSE D'IMPÔTS »

François Durovray, conseiller général UMP :

« Pour justifier sa hausse d'impôts, le Conseil général en impute la responsabilité à l'Etat et à la décentralisation. En réalité, la gauche est complètement responsable de cette situation. En huit ans, le Département a augmenté son train de vie plus vite que les Essonnais : + 73 % de dépenses de fonctionnement ! Quant

à la dette, elle est passée sous la gauche de 201 à 433 millions d'euros en huit ans. Voilà les vraies raisons de cette hausse brutale des impôts. La majorité invoque le chiffre effarant de 60 millions d'euros à trouver, en invoquant notamment de nouvelles dépenses pour les sapeurs-pompiers. Mais ces dépenses n'ont rien à voir avec la décentralisation qu'ils dénoncent. Elles sont liées à la revalorisation du statut du pompier. Critiquer cette avancée sociale, c'est un peu fort de leur part. Quant au RMI, je

suis surpris de lire un coût estimé à 18 millions d'euros. Ce n'est pas ce qui avait été voté l'année dernière... J'ai écrit au président Berson pour qu'il m'apporte des éclaircissements sur ses chiffres. Cette augmentation est un véritable hold-up pour les Essonnais. Il était possible de s'en passer. »

Jean-Jacques Boussaingault, président du groupe UMPCA :

« La gauche critique les effets de la décentralisation, mais celle-ci sera compensée à l'euro près. »